



Un « dérapage des comptes publics » (Bruno Le Maire) ? Une situation budgétaire « très grave » (Michel Barnier) ? Cette petite musique libérale sert à installer l'idée que l'austérité serait inéluctable. La situation budgétaire actuelle est le résultat des choix politiques et économiques d'Emmanuel Macron, en particulier celui de refuser d'augmenter les recettes fiscales en faisant contribuer davantage les plus riches. D'autres choix budgétaires sont possibles (en rétablissant l'ISF, en taxant les super-profits...)

Alors que l'Ecole mais aussi d'autres services publics comme la santé sont au bord du gouffre, exigeons des moyens pour les services publics. C'est pourquoi la FSU avec la CGT et Solidaires appellent à la grève le 1er octobre !

En grève pour nos salaires

Aucune mesure de revalorisation salariale n'est prévue pour les années 2024 et 2025. Les rares mesures des années antérieures n'ont globalement pas suivi l'inflation. **Il faut attendre 17 ans après la titularisation pour gagner 400 euros de plus. Un·e AESH en CDD, avec une quotité de 62% ne gagne que 917 euros mensuels.** Contrairement à ce que prétendait Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale, le dossier salarial ne peut pas être clos !



POUR l'augmentation immédiate de 15% de la valeur du point d'indice et son indexation sur les prix, l'abandon du Pacte, la reconstruction des grilles et l'augmentation des ratios de promotion de grades !

En grève pour le service public d'Éducation

En 7 rentrées préparées par Emmanuel Macron, 8 865 emplois supprimés pour 7 441 élèves supplémentaires ...

Un rapport des inspecteurs généraux préconise de prendre prétexte de la baisse démographique pour supprimer des milliers de postes, de classes et des collèges entiers. Pendant ce temps, l'enseignement privé, dopé aux financements publics échappe aux réformes et se porte bien ... Inacceptable !

Le "Choc des savoirs" qui s'applique à cette rentrée n'est pas celui voulu par Gabriel Attal (pas de groupes de niveaux partout, réforme du brevet suspendue...). C'est en partie grâce à la mobilisation engagée depuis 8 mois par le SNES-FSU autour du mot d'ordre #NousNeTrieronsPasNosElevés avec une large intersyndicale. **Mais le "Choc des savoirs" reste dangereux pour nos métiers et pour l'Ecole !**

POUR l'abrogation du "choc des savoirs" et POUR un choc des moyens !



En grève pour l'abrogation de la réforme des retraites

Nous avons été des millions à nous mobiliser pendant plus de 6 mois contre la retraite à 64 ans. Cette réforme reste injuste et aggrave les inégalités sociales. Emmanuel Macron a décidé de passer en force mais a été sanctionné par une lourde défaite aux élections législatives. Maintenons la pression pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites.

**OÙ
MANIFESTER
LE 1ER OCTOBRE ?**

